

## Conférence "**L'externalisation de l'asile en question**" !

Intervenant.e.s : Claudia Charles et Maël Galisson, tou.te.s deux membres du Gisti

Violations graves des droits à la frontière, multitude de violences, volonté des personnes de poursuivre la route coûte que coûte

Cette conférence : pas un espace de propositions à relayer aux gouvernements français et britanniques mais bien un espace de prise de recul. Eclairer les enjeux sous-jacents à la question de l'externalisation de l'asile

### **Claudia Charles :**

Plutôt une rencontre pour ensuite mener une réflexion ensemble, ouvrir un dialogue

Expliquer ce qu'est l'externalisation pour pouvoir analyser dans quelle mesure cela s'applique à la frontière franco-britannique

Mise en place de différents dispositifs pour maintenir à distance les personnes exilées tout en faisant semblant de respecter les conventions internationales

### 2 outils principaux : la délocalisation et la sous-traitance

cf article de Claire Rodier

Amendes pour les transporteurs => exemption si dépôt demande d'asile qui n'est pas manifestement infondée => suppose que le transporteur vérifie donc en amont cette demande d'asile, les transformant en annexes de bureau d'asile

Centre d'accueil et de traitement des demandes d'asile : proposition du Danemark en 1986 ("régional"); proposition des Pays Bas en 1994 (au plus près des pays de départ) + proposition de Tony Blair en 2003 à la table des négociations européennes

Episode de l'Aquarius

=> Fin 2015-début 2016, l'UE propose la création de plateformes de débarquement pour accueillir les personnes interceptées en dehors de l'UE

=> Propose également la création de "centres contrôlés" au sein de l'UE cette fois : gestion du "flux migratoire", traitement des demandes d'asile

Faire le tri entre personnes qui auraient besoin d'une protection internationale (relocalisation dans ce cas) et les autres

Approche existant également depuis 2015, celle des hotspots. Sur îles grecques et italiennes

Accord UE-Turquie : exemple phare de ces accords de sous-traitance

Autres exemples : Niger (centres multifonctionnels), Gambie, Tunisie, Corne de l'Afrique, Maroc, Lybie...)

Maël Galisson

Retour sur la pyramide de traités, d'accords, d'arrangements signés depuis près de 40 ans maintenant.

<https://www.tiki-toki.com/timeline/entry/1560429/Externalisation-Calais/>

Processus d'externalisation du contrôle de la frontière

### **Années 1990 :**

Point de départ de l'externalisation du contrôle de la frontière franco-britannique commence avec l'ouverture du Tunnel sous la Manche : mise en place de contrôles juxtaposés britanniques/français des deux côtés de la frontière (Frethun & Folkestone). Contrôles sont ensuite étendus aux gares de Londres, Ashford, Calais, Lille et Paris.

### **Au début des années 2000 :**

Première étape de la sous-traitance de l'asile (cf. Protocole additionnel au Protocole de Sangatte) : ce sont les autorités françaises qui sont responsables des demandes d'asile (même si la personne exilée qui souhaite demander l'asile accède à la police anglaise au port de Calais par exemple).

En parallèle, règlement Dublin qui est créé dans l'Union européenne.

### **Accords du Touquet (février 2003) :**

Généralise les dispositifs existants aux ports de la Manche et de la Mer du Nord, et ce des 2 côtés de la frontière => ouvre ainsi une autre perspective géographique en étendant ce qui avait été mis en place aux alentours du Tunnel

### **2009 : Arrangement franco-britannique**

Nouvel accord annonce le renforcement des outils de détection dans les ports et au niveau du site Eurotunnel + Mise en place d'un centre de coordination conjointe du contrôle de la frontière

### **Arrangement franco-britannique de septembre 2014 :**

Mise en place d'un fonds d'intervention conjoint. Jusqu'à présent, sécurisation sur fonds français ou avec dons/apports britanniques - Avec ce fonds conjoint, on demande au RU de contribuer annuellement, ou régulièrement, à la sécurisation de cette frontière.

Point de bascule => fortification du port de Calais et d'une partie de la rocade portuaire (érection d'une série de barrières, vidéosurveillance, etc) => prend une nouvelle dimension

### **Arrangement franco-britannique de 2015 :**

C'est le pendant du précédent accord, mais cette fois sur le site d'Eurotunnel

2017 : déclaration conjointe franco-britannique, annonçant **le traité de Sandhurst**, signé en janvier 2018.

Contexte : post destruction de la *Jungle* de Calais + perspective du Brexit => insistance sur l'application du règlement Dublin.

**Depuis janvier 2019**, encore une autre étape : vers la surveillance des plages  
Plan d'action conjoint de janvier 2019 => matériel de détection pour équiper la police française qui surveille le littoral (jumelles infra-rouge, drones, véhicules motorisés).

\*\*\*\*\*

Eléments d'analyse :

a) Au fur et à mesure du temps, **la frontière s'est déplacée géographiquement et s'est matérialisée de différentes manières**. En effet, le contrôle de la frontière franco-britannique a concerné de plus en plus de lieux : d'abord les gares concernées par l'Eurostar (Frethun et Folkestone dans un premier temps puis Londres, Ashford, Calais, Lille, et Paris) ; puis les ports de la Manche et de la Mer du Nord ; et enfin, depuis quelques années, les plages du littoral nord de la France.

Il s'agit-là d'une vraie surenchère sécuritaire - processus de fortification/militarisation de la frontière.

b) **Processus d'externalisation pas seulement assumé par la police**. Inclut d'autres acteurs : transporteurs routiers, maritimes, agents eurotunnel ([cf. travaux de Camille Guénebeaud](#)).

c) **Le contrôle de la frontière franco-britannique, un marché juteux :**

Pour de nombreuses entreprises (Vinci, Zaun, Thalès), les politiques de "sécurisation" (comprendre "fortification") des frontières constituent un marché très profitable ([cf. travaux du Calais Research Network](#)).

d) **Le "coût" de ces politiques d'externalisation :**

Sur 5 ans, le Royaume-Uni a dépensé a minima 125,5 millions d'euros pour fortifier cette frontière ([estimation du journal anglais The Telegraph](#)).

Conséquence de ces accords et verrouillages successifs de la frontière => Pousser les exilé.e.s à prendre toujours plus de risques.

2014 : 20 décès à la frontière franco-britannique, dont 6 sur autoroutes  
2015 : sur les 25 décès, 15 ont lieu sur le site eurotunnel, 9 sur autoroutes  
Une fois que le site eurotunnel va être fortifié, autre voie de passage qui se développe : les camions. Là encore, corrélation assez directe => En 2016, sur les 18 décès, 10 sur les autoroutes

## QUESTIONS

### Situation au Maroc, où est expérimentée justement l'externalisation de l'asile ?

Un des exemples assez ancien : les enclaves de Ceuta et Melilla

Depuis le début des 2000s, formation de camps de personnes exilées

Loi espagnole prévoit la possibilité pour la police de renvoyer directement les personnes vers le Maroc

Février 2020 : décision de la Cour européenne des droits de l'homme qui dit que l'Espagne n'a pas violé la Convention européenne des droits de l'homme en renvoyant les 2 personnes vers le Maroc. Argument : les personnes se sont mises elles-mêmes en danger + auraient pu déposer une demande d'asile auprès d'une ambassade ou poste consulaire espagnole tout au long de leur parcours migratoire

Or, dans ces différents points de passage, tout était fait par la police marocaine pour que les personnes ne s'approchent pas de ce point frontalier de demande d'asile. Guichet qui n'accueillait que les demandeurs d'asile syriens

Centres d'accueil qui sont des centres de tri et visent à empêcher l'arrivée sur le territoire (ici espagnol)

### Contreparties acceptées par les Etats, autres que financières ?

A partir de 2009, apparaît davantage le souci de clarifier la répartition de qui va payer quoi entre la France et l'Angleterre

Dans les derniers textes, des enveloppes chiffrées

### Brexit : quel avenir de ces différents traités/accords dans ce cadre ?

Différents acteurs avancent leurs pions

Dernières déclarations de la maire de Calais : volonté de restaurer le délit d'irrégularité

cf article d'Antoine Guérin 2018 - <https://journals.openedition.org/revdh/3772?lang=es>

Les différents accords détaillés ci-dessus sont bilatéraux - UE a regardé d'abord de loin, et ensuite d'un peu plus près ce qui se passe du côté de la frontière franco-britannique

Négociations que le Royaume Uni devra donc a priori mener auprès d'autres pays après le Brexit

Au niveau européen, au-delà des effets d'annonce du nouveau pacte européen, Dublin reste complètement d'actualité

Mais le RU ne pourra a priori pas y accéder, donc devra entrer dans ces négociations bilatérales, qui ne perdent donc pas en vigueur du fait du Brexit

### Mais pourquoi ne pas arrêter le contrôle à la frontière après le Brexit ?

enjeu du financement pas négligeable (cf pleurnicherie/chantage à l'argent de Darmanin)

Argent qui sert aussi à créer les CAO

Olivier Kahn parle aussi d'échanges d'informations entre la France et l'Angleterre

### Guichet externalisé comme solution ?

Toujours la question de "à quel prix?" - Pas envisageable qu'il y ait un respect effectif du droit d'asile à travers la création d'un bureau de demande d'asile

Il suffit de voir la volonté qui est celle existante depuis des années de ne pas laisser entrer les personnes exilées

### Quelles implications pouvons-nous envisager de par la transformation de cette frontière en frontière extérieure européenne ?

Seul acte européen où le RU a décidé d'être partie prenante, c'est le règlement Dublin

Le RU finance Frontex

=> malgré sa situation insulaire, enclin à participer à des opérations de contrôle à des frontières lointaines

Voir ce qui se passe plus globalement aux frontières intérieures françaises et à l'échelle européenne

Sarkozy 2002, Besson 2009, Cazeneuve, Priti Patel => la même chanson "rendre la frontière étanche, message aux passeurs", la même idéologie partagée